



excision parlons-en !

Agir en réseau pour mettre fin à l'excision

**Rapport annuel
narratif et financier**

Année 2015

I.	RAPPORT NARRATIF	4
A.	<i>Excision, parlons-en!</i> : Démarche et évolution	4
	Objet de l'association	4
	Objectifs de l'association.....	4
	Le fonctionnement de l'association en 2015	5
	Le réseau	5
	L'équipe	5
	Le statut d'intérêt général.....	6
	La Charte <i>Excision parlons-en!</i>	6
	Les Partenaires et les soutiens en 2015	6
B.	Les activités en 2015.....	8
	Axe expertise	8
	Développement et renforcement du réseau	8
	Rapprochement d' <i>Excision, parlons-en!</i> à d'autres réseaux et associations	8
	Les événements destinés à mutualiser l'expertise	8
	Le lancement du projet européen « United to END FGM: European Knowledge Platform for Professionals dealing with FGM »	11
	Les publications	12
	Axe plaidoyer.....	13
	Les rendez-vous institutionnels.....	13
	Les groupes de travail.....	14
	Les événements de plaidoyer.....	14
	Axe communication / sensibilisation.....	16
	Développement d'outils de communication.....	16
	Site internet, newsletter et réseaux sociaux.....	16
	Visibilité médias.....	17
	Les événements grand public.....	18
C.	La vie associative.....	19
D.	Les perspectives 2016.....	20
	Les événements connus à ce jour	20
	Les projets 2016	20
	Le réseau francophone	20
II.	RAPPORT FINANCIER	22

I. Rapport narratif

A. *Excision, parlons-en!* : Démarche et évolution

Objet de l'association

Aujourd'hui dans le monde, 6 petites filles sont excisées chaque minute et on évalue à 200 millions le nombre de femmes ayant subi une forme de mutilation sexuelle (elles seraient près de 60 000 en France)



Crédits : UN Tobin-Jones

Face à une pratique répandue dans le monde entier, *Excision, parlons-en !* association-plateforme créée en 2013¹, a pour mission d'éveiller les consciences et de contribuer à mettre fin à l'excision selon une démarche originale de mise en réseau² fondée sur **l'interdisciplinarité et la mutualisation des ressources** tout en préservant la spécificité de chacun des adhérent-e-s et partenaires.

L'association a pour objet de « *contribuer à fédérer des associations ou autres personnes morales, ainsi que des personnes physiques sur la thématique de l'excision en France ou dans le monde, et dans la défense des droits humains et des droits des femmes en particulier. Une attention particulière étant portée aux droits et à la santé des femmes et des enfants* » ([Statuts de l'association](#)).

Objectifs de l'association

Via son réseau d'associations et d'experts d'horizons divers (unités de soins aux femmes excisées et médecins ; associations œuvrant dans la prévention des MSF et l'accompagnement des femmes excisées ; juristes et associations spécialisées sur les questions de droit d'asile ; associations œuvrant pour l'abandon de la pratique dans les pays d'origine ; associations issues des diasporas ; organisations internationales ; gynécologues ; militant-e-s; chercheurs...) et ses outils (site internet, publications...) *Excision, parlons-en !* permet aux acteurs du monde francophone travaillant sur ces questions d'avoir accès à des outils innovants concrets, pour améliorer la connaissance du problème et le partage de bonnes pratiques et pour favoriser l'information et la prévention.

¹ Association loi 1901 reconnue d'intérêt général

² Notre ligne d'action : « *Agir en réseau pour mettre fin à l'excision* »

Elle sert trois axes de travail et quatre objectifs :

Axe expertise

Objectif 1/ Travailler à l'accroissement des compétences et au partage d'expérience des acteurs mobilisés en faveur de l'abandon de l'excision.

Public: adhérent-e-s d'*Excision parlons-en !*

Axe plaidoyer

Objectif 2/ Développer des activités de plaidoyer institutionnel ayant pour but de mettre la question de l'excision à l'agenda des décideurs politiques.

Public: décideurs politiques français et européens.

Axe communication

Objectif 3/ Sensibiliser d'autres acteurs à la question de l'excision.

Public: associations, ONG dont la mission a un lien avec la thématique excision (associations de droits de femmes, associations de migrants).

Objectif 4/ Informer le public à risque et le grand public.

Public: public à risque et le grand public.

Le fonctionnement de l'association en 2015

Le réseau

En 2015 pour la première fois, l'association est devenue officiellement un réseau en s'ouvrant [aux adhésions](#). 18 associations françaises et belges ainsi que 18 personnes physiques ont rejoint le réseau, signant la [Charte de valeurs](#) d'*Excision, parlons-en !* et réglant une cotisation dont le montant avait été débattu en Assemblée Générale Extraordinaire (6 novembre 2014) puis adopté en Conseil d'Administration selon le nombre de salarié-e-s par structure.

Les personnes morales appartenant au réseau en 2015 : le **Bureau International Catholique de l'Enfance (BICE)**, la **Coordination Français pour le Lobby Européen des Femmes (CLEF)**, **Développement et Santé**, **Entraide et Espoir**, **Equilibre et Populations**, la **Fédération nationale GAMS**, **Femmes solidaires**, **France terre d'asile**, le **GAMS Belgique**, **Gynécologie Sans Frontières (GSF)**, **INTACT**, **Marche en Corps**, le **Planning Familial**, le **Réseau de prévention des mutilations sexuelles féminines (RMF16)**, la **Société française de sexologie clinique (SFSC)**, **Solidarité aux Femmes Excisées (SAFE)**, **SOS Africaines en danger**, **Terres de Couleurs**.

L'équipe

Excision, parlons-en ! a fonctionné en 2015 avec une équipe restreinte mais renforcée comparé aux années précédentes:

- **Une Présidente –Marion Schaefer** – devenue Déléguée Générale à l'Assemblée Générale du 25 septembre 2015, qui a consacré 100% de son temps au développement de l'association dès décembre 2014.
- **Un Conseil d'administration**, qui s'est réuni pour prendre des décisions de fond tous les 2 mois, et **un bureau** qui s'est rassemblé au minimum une fois par mois.

- **Des bénévoles** très impliquées, notamment une chargée de relations institutionnelles (Annelise Garzuel), une chargée de mission juridique (Bénédicte Lucas) et une assistante de la Déléguée Générale (Juliette Vogt).
- *Excision, parlons-en !* a pu bénéficier du soutien d'un **groupe d'étudiantes** dès septembre 2015 (et jusqu'en avril 2016) dans le cadre du programme « Projets collectifs » de Sciences Po Paris. Le groupe de 4 étudiantes a assisté la Déléguée Générale dans ses recherches de financements.
- *Excision, parlons-en !* a également utilisé une partie de son budget 2015 pour régler les **prestations de soutiens ponctuels** : celui d'une chargée de développement associatif (Marine Casaux-Bussiére) en février et mars 2015, et celui d'une consultante en fundraising (Valérie Maillard) en mai et juin 2015.

Le statut d'intérêt général

L'association *Excision parlons-en !* est une association loi 1901 depuis sa création en 2013 et a été reconnue d'intérêt général en août 2015. Ceci a permis à *Excision, parlons-en !* de faire appel à la générosité du public en créant une [page de collecte permanente](#) générant automatiquement des reçus fiscaux (tout don individuel est déductible des impôts à 66%).

La Charte *Excision parlons-en !*

La charte d'*Excision, parlons-en !* a été rédigée dès la création de l'association pour servir de référentiel pour tous ceux et toutes celles qui s'impliquent dans la mobilisation. [Document de 4 pages](#) exprimant des principes, des valeurs, et définissant des modes d'action et des objectifs, elle est soumise à la signature des partenaires de l'association, marquant ainsi leur volonté de travailler collectivement. Elle est le gage d'une adhésion morale et d'une implication effective dans la mobilisation (soutien matériel, intellectuel, financier ou logistique).

Elle a également été signée symboliquement par de nombreuses personnalités telles que :

- Najat Vallaud-Belkacem alors Ministre des Droits des Femmes et porte-parole du gouvernement
- Hélène Conway-Mouret alors Ministre déléguée chargée des Français de l'étranger.
- Sébastien Denaja, Député de la 7^e circonscription de l'Hérault.
- Catherine Coutelle, Députée de la 2^e circonscription de la Vienne et Présidente de la Délégation aux droits des femmes.
- Sandrine Mazetier, Députée de Paris et Vice-Présidente de l'Assemblée nationale.
- Michelle Meunier, Sénatrice de la Loire-Atlantique.
- Michèle Barzach, Présidente de l'UNICEF France.
- Pascale Boistard, alors Secrétaire d'Etat aux droits des femmes.

Les Partenaires et les soutiens en 2015

En 2015, *Excision, parlons-en !* a été entourée de nombreux partenaires, qui ont apporté leur soutien dans la préparation de rencontres, ont répondu à des interviews pour le site internet ou encore signé la charte de l'association :

- Partenaires associatifs, médias et universitaires : AIUS, Centre de Recherche sur les Droits de l'Homme et le Droit Humanitaire, le Comité Interafricain sur les pratiques traditionnelle néfastes affectant la vie des femmes et des enfants (CI-AF),

Idup-Paris Panthéon-Sorbonne, Radio France Internationale, SIDIIEF, Taor Communication, TV5 Monde, Université Panthéon Assas Paris II.

- Représentations d'institutions internationales: la Chaire UNESCO en Santé sexuelle et droits humains, le Comité ONU-Femmes France, Le Haut-Commissariat aux Réfugiés (HCR France), UNICEF France.
- Les institutions: le Cabinet Coronel-Kissous avocats, la Commission Nationale Consultative des Droits de l'Homme (CNCDH), le Défenseur des enfants/Défenseur des droits, la Mairie du 19^{eme} arrondissement de Paris, le Ministère des affaires sociales, de la Santé et des droits des femmes, le Ministère des Affaires étrangères.

L'association a également bénéficié de soutiens financiers de la part de :

- **ACTED** (soutien à la structure et à la création d'outils de communication),
- la **Fondation Kering** (refonte intégrale du site internet de l'association)
- du **HCR France** (rédaction et impression du compte-rendu de l'événement du 13 avril 2015).
- la **Sénatrice Madame Conway-Mouret** (impression et distribution du magazine Développement et Santé spécial mutilations sexuelles féminines),
- **Généreux donateurs** (grand public). Suite à l'obtention du statut d'intérêt général, l'association s'est ouverte à la générosité du public et a créé une [page de collecte permanente](#) sur le site HelloAsso générant des reçus fiscaux.

Enfin l'association a reçu de nombreux dons en nature : conseils (d'un cabinet d'avocats, d'une experte en financement participatif), tournage d'un vidéoclip (par la société Soun Production, [sorti en 2016](#)), prêts de salles (à la Sorbonne, à l'Assemblée Nationale, à l'Université Panthéon Assas Paris II, au Ministère de la Santé, des affaires sociales et des droits des femmes) et soutiens bénévoles divers.

B. Les activités en 2015

Axe expertise

Développement et renforcement du réseau

Comme expliqué plus haut, en 2015 l'association est devenue officiellement un réseau, s'ouvrant aux adhésions. 18 associations françaises et belges ainsi que 18 personnes physiques ont rejoint le réseau la première année, signant la Charte de valeurs d'*Excision, parlons-en !* et réglant une cotisation dont le montant avait été débattu en Assemblée Générale Extraordinaire puis adopté en CA selon le nombre de salarié-e-s par structure.

Depuis, *Excision, parlons-en !* anime son réseau en permanence de diverses façons :

- L'association a organisé l'après-midi du 25 septembre 2015, après son Assemblée Générale, sa **première réunion de réseau** en convoquant les personnes morales adhérentes à une réunion destinée à se présenter les uns aux autres et à réfléchir à un outil commun à destination des professionnel-le-s. A l'avenir *Excision, parlons-en !* envisage deux réunions de réseaux par an, visant à travailler ensemble sur des outils, du contenu ou à recevoir une formation en invitant un expert sur un point en particulier.
- *Excision, parlons-en !* réserve une partie de sa Newsletter aux associations adhérentes (la partie « Du côté de nos adhérents »), et son nouveau site Internet comprend des parties où chacune peut partager son expertise ou son actualité.
- *Excision, parlons-en !* s'est adressée à plusieurs reprises à son réseau dans le cadre de ses activités de plaidoyer (voir ci-après, « Axe plaidoyer »), et l'invite systématiquement en priorité à participer à ses événements (dans le public ou en animant/participant à des tables rondes).

Rapprochement d'*Excision, parlons-en !* à d'autres réseaux et associations

En France, pour une plus grande visibilité et pour partager ses outils, *Excision, parlons-en !* s'est rapprochée de structures d'ampleur nationale. Ainsi l'association a adhéré, en janvier 2015 à la [Coordination française pour le Lobby Européen des Femmes \(CLEF\)](#) et en décembre 2015 au [centre Hubertine Auclert](#).

L'association, toujours dans un but de partage d'expertise et de travail commun, a adhéré au réseau anglais [The Girl Generation](#) et s'est rapprochée en 2015 du réseau [End FGM](#) (adhésion concrétisée en janvier 2016).

Les événements destinés à mutualiser l'expertise

27 et 28 janvier 2015 : « 1^{re} consultation Internationale sur la prise en charge des femmes excisées » co-organisée par *Excision, parlons-en !*, l'IDUP (Université Paris-1), et le CADIS (EHESS-CNRS, Paris) à l'Université Paris-1 Panthéon Sorbonne. Marion Schaefer, alors présidente d'*Excision, parlons-en !*, a ouvert l'événement aux côtés de Philippe Boutry, Président de l'Université Paris-1 Panthéon



Sorbonne, Phillipe Bataille, Directeur du Cadis, et de Michèle Barzach, alors Présidente d'UNICEF France.

Le colloque interdisciplinaire avait pour objectif d'établir un état des lieux de la recherche sur les mutilations sexuelles articulant les questions de médecine, de santé et de sexualité. Il a rassemblé des experts de nombreux pays³ et 200 participants pour faire le point sur l'état de la recherche et des savoirs au sujet des axes thématiques suivants : la conception et la standardisation d'outils d'évaluation de la santé perçue des femmes excisées, les outils démographiques de la prévalence des MSF, la standardisation d'outils d'évaluation de la sexualité des femmes excisées, le cadrage et la standardisation des protocoles de soins aux femmes victimes de MSF, la définition d'une offre publique de soins globaux et intégrés, la formation, mobilisation des professionnels de santé et la stratégie de lutte contre la médicalisation des MSF.

Suite au colloque, le Lancet - revue scientifique médicale britannique- a publié un article évoquant *Excision, parlons-en !*. *Excision, parlons-en !* l'a traduit en français et [publié sur son site internet](#).

13 avril 2015 : Conférence « *Excision et crédibilité de la demande d'asile* »:

Dans le contexte de la réforme du droit d'asile, *Excision, parlons-en !* et sa Commission Asile, dirigée par Maître Coronel-Kissous, a organisé une conférence autour de la crédibilité de la demande d'asile le 13 avril 2015 « [Excision et crédibilité de la demande d'asile](#) ». Cet événement s'est inscrit dans la continuité de la rencontre organisée en avril 2014 : « [Asile et excision : les défis de la protection](#) », qui avait rassemblé 200 participants.



La conférence avait pour but de rassembler des professionnels et de leur donner des repères sur l'excision et sur les critères validant ou non une demande d'asile : Les

³ Sara Johndotter, Université de Malmö, **Suède** - Marie Lesclingand, Université Nice Sophia Antipolis, **France** - Claudia Cappa, UNICEF New-York, **Etats-Unis** - Els Leye, Université de Ghent, **Belgique** - Armelle Andro, Université Paris-1, **France** - Ragnhild E. Johansen, Université d'Oslo, **Norvège** - Rigmor C.Berg, Norwegian Knowledge Center for the Health Services, Oslo, **Norvège** - Isabelle Wachsmuth-Huguet, OMS Genève, **Suisse** - Livia Ortensi, Université de Milan, **Italie** - Hervé Maisonneuve, Université Claude Bernard-1, Lyon, **France** - Cynthia Kraus, Université de Lausanne, **Suisse** - Dr. Béatrice Cuzin, CHU Lyon, **France** - Dr. Sébastien Mazdou, CHU Angers, **France** - Dr. Nawal Nour, Harvard Medical School, Boston, **Etats-Unis** - Ilana Lowy, INSERM, Paris, **France** - Pr. Gamal Serour, Université Al-Azhar, Caire, **Egypte** - Bettina Shell-Duncan, Université de Washington, Seattle, **Etats-Unis** - Ragnhild E. Johansen, Université d'Oslo, **Norvège** - Sylvie Fainzang, INSERM, Paris, **France** - Michela Villani, Université de Fribourg, **Suisse** - Dr. Abdulrahim Rouzi, Université King Abdulaziz Djeddah, **Arabie Saoudite** - Sara Johndotter, Université de Malmö, **Suède** - Dr. Birgitta Essén, Université d'Uppsala, **Suède** - Dr. Guyo Jaldesa, Université de Nairobi, **Kenya** - Marine Casaux-Bussièrre, Excision Parlons-En, Paris, **France** - Dr. Siri Vangen, Hôpital Universitaire d'Oslo, **Norvège** - Dr. Serigne M. Gueye, Université Cheick Anta Diop, Dakar, **Sénégal** - Dr. Martin Cailliet, CHU - Dr. Emmanuelle Antonetti, CHU Bicêtre, Kremlin Bicêtre, **France** - Aïssa Edon, Ealing Hospital NHS Trust, Southall, **Grande-Bretagne** - Dr. Agnès Bourgeois-Moine, CHU Bichat Claude Bernard, Paris, **France** - Dr. Jasmine Abdulcadir, HUG Genève, **Suisse** - Dr. Moustapha Touré, Hôpital de Bamako, **Mali** - Florence Francillon, Association Maternités et Médecine de la Reproduction, Poissy, **France** - Adriana Kaplan, Université Autonome de Barcelone, **Espagne** - Albertine Pabingui, GAMS Rhône-Alpes, Lyon, **France** - Faiza Mohamed, Equality Now, Nairobi, **Kenya**.

éléments géographiques, sociologiques et d'environnement familial, les fondements juridiques, et les éléments médicaux.

Elle avait été préparée les mois précédents par la Commission Asile d'*Excision, parlons-en !*, dirigée par Maître Judith Coronel-kissous, administratrice du GAMS et responsable de la commission Asile.

Le public, 120 personnes au total, était composé d'agents de CADA (Centre d'accueil pour demandeurs d'asile), de membres de l'OFPRA (Office français de Protection des Réfugiés et des Apatrides), de la CNDA (Cour Nationale du Droit d'Asile), d'avocats et de médecins.

Après les discours d'ouverture d'Emmanuel DECAUX, ancien directeur du Centre de recherche sur les droits de l'homme et le droit humanitaire, professeur à l'Université Panthéon-Assas Paris II, directeur de l'Ecole doctorale de droit international (ED 9) ; de Marion SCHAEFER, alors présidente d'*Excision, parlons-en!* et de Me Judith CORONEL-KISSOUS; sont intervenus :

- Isabelle GILLETTE-FAYE, sociologue et Directrice de la fédération nationale GAMS ;
- Edouard CREPEY, Maître des requêtes au Conseil d'Etat Français, Rapporteur public spécialiste de l'asile ;
- Serge BODART, Conseiller d'Etat au Conseil d'Etat Belge, ancien président du Conseil du contentieux des étrangers, professeur de droit des étrangers à l'Université libre de Bruxelles ;
- le Docteur Judith TRINQUART, médecin légiste et Secrétaire Générale de l'association Mémoire traumatique et Victimologie
- le Docteur Muriel SALMONA, psychiatre, psychothérapeute et Présidente de l'association Mémoire traumatique et Victimologie.

L'événement a reçu le soutien du Centre de Recherche sur les Droits de l'Homme et le Droit Humanitaire, de l'Université Panthéon Assas Paris II et du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR France) et a débouché sur la [rédaction d'un compte-rendu](#), disponible en ligne, et imprimé à 80 exemplaires.

CRDH | Centre de recherche sur
les droits de l'homme et
le droit humanitaire



9 octobre 2015 : « Prévention de l'excision en France : le rôle clef des professionnel-le-s ».

A l'occasion de la Journée internationale de la fille, célébrée le 11 octobre chaque année depuis 2012, l'association *Excision Parlons-en!* a organisé une rencontre-débat au Ministère des Affaires sociales, de la santé et des droits des femmes autour de la prévention des mutilations sexuelles féminines.

L'objectif de cette rencontre était de sensibiliser les professionnel-le-s du monde de l'éducation, de la santé et de la justice aux outils mis à leur disposition par l'Etat et par les associations pour détecter et faire remonter les suspicions



d'excision, de les informer sur les recours possibles en cas de confrontation à un cas de mutilation sexuelle, sur les moyens de prévention et de sensibilisation en milieu scolaire ou encore sur l'évaluation du risque.



La conférence a été ouverte par Pascale Boistard, alors Secrétaire d'Etat chargée des Droits des femmes et Moïra Sauvage, nouvellement présidente d'*Excision Parlons-en !*. Les intervenantes réparties sur trois tables rondes thématiques représentaient à la fois le monde institutionnel français (Ministère de l'Education Nationale ; Ministère des affaires sociales, de la santé et des droits des femmes ; Mission interministérielle pour la protection des femmes victimes de violences et la lutte contre la traite des êtres humains et Ministère des affaires étrangères) et le monde associatif avec les associations adhérentes d'*Excision Parlons-en !* : le Planning Familial, le GAMS mais également la CLEF et le BICE pour modérer les tables rondes. Il s'est conclu par la présentation du film [*« La forêt sacrée »*](#), réalisé par Camille Sarret, journaliste et adhérente d'*Excision, parlons-en !*.

L'événement a reçu le soutien du Ministère des Affaires sociales, de la santé et des droits et femmes et des bénévoles UNICEF. Les débats qui ont eu lieu ce jour-là ont été repris dans un compte-rendu disponible bientôt sur le site internet d'*Excision, parlons-en !*.



Le lancement du projet européen « United to END FGM: European Knowledge Platform for Professionals dealing with FGM »

En décembre 2014, *Excision, parlons-en !* a répondu en consortium et sous la direction de la Cyprus University of Technology (CUT), à un appel à projet de la Commission Européenne (initiative de type DAPHNE⁴).



Commission européenne

⁴ DAPHNE, lancé en 1997, est un programme qui vise à combattre les violences vis-à-vis des femmes, des enfants et des adolescents

Le projet fût accepté par la Commission Européenne en juin 2015 et permettra en 2015/2016/2017 au consortium de 12 associations⁵ représentant 9 pays européens de travailler à l'élaboration d'une plateforme de connaissances en ligne à destination des professionnel-les de différents milieux (juridique, éducatif, santé, police) et traduite dans 9 langues (anglais, français, espagnol, italien, allemand, portugais, néerlandais, grec, suédois).

Le projet a officiellement été lancé en 2015 lors du Kick-off meeting organisé à Chypre (Limassol) par la CUT du 2 au 4 novembre 2015. Les associations partenaires du projet ont pu, durant 3 jours de travail, établir un plan de travail précis, discuter des diverses activités du projet, du budget... Marion Schaefer, Déléguée Générale, y a représenté *Excision, parlons-en !* et coordonne la partie française du projet. Elle est soutenue par Bénédicte Lucas, en particulier sur la rédaction de la Fiche pays France (activité WS2) sur laquelle Madame Lucas a été embauchée comme experte.



(Les représentants des associations participant au projet)

Les publications

- En 2015, *Excision, parlons-en !* a imprimé et commencé la distribution de sa publication conjointe réalisée en 2014 avec son adhérent Développement et Santé. Le magazine [Développement et Santé spécial excision](#), fruit d'un travail de collaboration et résultat du colloque international organisé par *Excision, parlons-en !* le 6 février 2014, permet de sensibiliser les professionnels de santé aux risques, aux réalités et à la nécessité de ne pas perpétuer l'excision. Cette publication a été réalisée avec le soutien du Conseil régional de Bourgogne, de l'association SAFE et de la Sénatrice Madame Hélène Conway-Mouret.
- En 2015, *Excision, parlons-en !* a décidé de dédier une partie de son travail à la formation des professionnel-le-s au contact des petites filles et adolescentes à risque - devant être identifiées et protégées. En effet, chaque été des milliers de fillettes et adolescentes issues des migrations retournent dans les pays d'origine

⁵ Cyprus University of Technology, CHYPRE; Mediterranean institute of Gender Studies, CHYPRE; Planning Familial, PORTUGAL; AIDOS, Association for Women in Development, ITALIE; AkiDwa, IRLANDE; FORWARD, Foundation for Women's Health Research and Development, ROYAUME UNI; INTACT, BELGIQUE; GAMS, BELGIQUE; *Excision Parlons en!*, FRANCE; END FGM European Network, BELGIQUE; Médecins du Monde, ESPAGNE, Terre des Femmes, ALLEMAGNE.

de leurs parents pour les vacances. Elles peuvent y subir une mutilation sexuelle. Une vigilance particulière doit donc s'exercer avant les départs en vacances. Comment ? Que faire en cas de doute ? Qui avertir ? Dans ce contexte et pour répondre à ces questions, l'association a publié une [Fiche Reflexe](#) en juin 2015 permettant à tout professionnel d'agir.

Axe plaidoyer

Dans l'optique de faire passer des messages clef au nom du réseau lors des rendez-vous institutionnels, *Excision parlons-en !* s'appuie sur sa stratégie de plaidoyer et consulte ses adhérents en amont des rendez-vous pour parler d'une seule voix sur la base d'un document consolidé. Chaque réunion institutionnelle donne lieu par ailleurs à la rédaction et au partage d'un mémo avec les membres du CA d'*Excision, parlons-en !* et, selon l'importance de la réunion, avec l'ensemble des adhérents de l'association.

Les rendez-vous institutionnels

En 2015, *Excision, parlons-en !* a rencontré les représentants des institutions suivantes, pour mettre la thématique des MSF à l'agenda (liste non exhaustive) :

- **Le Haut Conseil à l'égalité entre les Hommes et les Femmes** (le 13 janvier, avec la Responsable des affaires juridiques en charge du suivi de la Commission Violences de genre et de la Commission Parité en matière politique, administrative et dans la vie économique et sociale, et la Commissaire aux affaires internationales et européennes et la lutte contre la traite des êtres humains et Co-présidente de la Commission violences de genre). Cette rencontre aura permis une collaboration continue en 2015 et 2016 et un espace pour *Excision, parlons-en !* sur [le site internet du Haut conseil à l'occasion du 6 février](#).
- **La Mission de la protection des droits des personnes du Ministère des Affaires Etrangères** (le 16 janvier 2015 avec la Cheffe du bureau de la protection des mineurs et de la famille).
- **La Commission Européenne** où Marion Schaefer, alors présidente d'*Excision, parlons-en !* avait été invitée à participer à un groupe de travail sur « La communication de la Commission pour mettre fin aux mutilations sexuelles féminines » les 25 et 26 janvier 2015.
- **Le Cabinet de Pascale Boistard (alors Secrétaire d'Etat chargée des droits des femmes)**, le 19 février 2015 dans le cadre d'un soutien à la préparation de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies (CSW. New York, mars 2015). *Excision, parlons-en !* avait été invitée en tant que réseau par le cabinet pour proposer des recommandations sur les principaux messages à transmettre lors du discours d'ouverture de la CSW de Pascale BOISTARD. Dans l'optique de préparer ce rendez-vous au mieux et de laisser la parole à chacun de ses adhérent-e-s, *Excision, parlons-en !* avait invité au préalable les personnes morales de son réseau à partager leurs recommandations, compilées dans une note préparatoire servant de fil directeur lors de la rencontre. *Excision, parlons-en !* en a par ailleurs invité quelques-uns de ses adhérents à partager leur expertise lors de cette rencontre (le GAMS, la CLEF, le Planning Familial).

Ce jour-là, le cabinet de Pascale Boistard a proposé à l'association un rendez-vous futur pour approfondir le sujet et discuter d'un possible événement commun. Ceci a donné lieu quelques mois plus tard à l'événement du 9 octobre 2015 « *Prévention de l'excision en France : le rôle clef des professionnel-le-s* ».

- **Le Sénat :** Dans le contexte de la réforme du droit d'asile, l'association *Excision, parlons-en!* avait été auditionnée mi-2014 par l'Assemblée Nationale. L'association a par la suite été invitée à être auditionnée au Sénat. Afin de préparer sa réponse en tant que réseau d'associations, *Excision, parlons-en!* a rédigé puis partagé avec ses adhérents (personnes morales) une proposition de recommandations. Après le recueil des commentaires/ doutes/ accords, l'association a présenté ses recommandations au rapporteur du projet de loi le 31 mars 2015 de 19h30 à 21h.

Les groupes de travail

Dans le cadre de ses activités de plaidoyer, *Excision, parlons-en!* a créé un groupe de travail avec le **Ministère de l'Education nationale**. En effet, *Excision, parlons-en!* avait été reçue en novembre 2014 par la délégation ministérielle de lutte contre les violences en milieu scolaire. L'objectif était alors d'alerter sur l'importance de l'école comme lieu privilégié du signalement et de la prévention de l'excision, même s'il ne s'agit pas d'une violence qui s'exerce dans l'enceinte de l'école. Nous avons fait valoir que l'excision violant les droits fondamentaux et entraînant une déscolarisation, il était essentiel que la délégation ministérielle prenne en compte cette violence faite aux filles dans son périmètre d'action. La délégation, en accord avec notre démarche, nous avait alors proposé de réfléchir en commun au renforcement de la prévention au cours d'une réunion de travail avec *Excision, parlons-en!* et les représentants de ses associations adhérentes :

- **3 février 2015 :** Premier groupe de travail avec des associations adhérentes (le GAMS, la C.L.E.F, Equipop et Femmes Solidaires) et le bureau en charge des questions de sexualité et bureau chargé des questions de santé, au sein de la Direction générale de l'enseignement scolaire.
- **30 mars 2015 :** Deuxième groupe de travail avec les bureaux de la DGESCO en charge du dossier santé et des liens avec les infirmières scolaires.

Les événements de plaidoyer

Enfin, *Excision, parlons-en!* a organisé des événements à la jonction de ses activités de sensibilisation et de plaidoyer :

4 février 2015 : L'événement « Prévention de l'excision en France : défis et réponses » à l'Assemblée Nationale.

Afin de faire entrer la thématique des mutilations sexuelles féminines à l'Assemblée Nationale et d'obtenir le soutien de quelques députés à travers la signature de la Charte d'*Excision, parlons-en!*, l'association a organisé un [événement réservé aux députés et à ses adhérent-e-s le 4 février 2015 au Palais Bourbon.](#)

L'événement s'est déroulé dans l'une des salles de l'Assemblée Nationale de 17h00 à 19h30. Il a rassemblé une soixantaine de personnes sur la thématique « *Prévention de l'excision en France : défis et réponses* » et autour du déroulé suivant :

- Catherine Coutelle -Députée de la Vienne et Présidente de la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes de l'Assemblée Nationale- et Sébastien Denaja Député de l'Hérault, ont ouvert l'événement à travers de longs discours de soutien et en signant la Charte d'*Excision, parlons-en !*.



- L'événement s'est poursuivi avec une présentation de Marion Schaefer – alors présidente d'*Excision, parlons-en !* – et l'intervention de 3 expertes (Armelle Andro, sociodémographe, Ined, Université Pantheon-Sorbonne ; Bénédicte Lucas, juriste ; Maître Judith Coronel-Kissous, Avocate au Barreau de Paris) sur la prévalence de l'excision, les outils pour combattre l'excision, et la thématique de l'asile.
- A la fin de l'événement, Sandrine Mazetier - Députée de Paris et Vice-Présidente de l'Assemblée Nationale- est venue signer la Charte de l'association et participer au débat ouvert.



L'événement avait fait l'objet d'un [compte rendu reprenant intégralement les propos des intervenants et en ligne sur notre site internet.](#)

13 avril de 19h30 à 21h30 : A la demande d'Andrea Fuchs, **Secrétaire fédérale adjointe à l'égalité femmes hommes à la Mairie du 19^{ème} arrondissement de Paris**, Marion Schaefer et Marine Casaux-Bussière ont été invitées à présenter *Excision, parlons-en!* et à parler de la thématique des mutilations sexuelles féminines devant la commission égalité femmes hommes (composée de :



Christine Rimbault, secrétaire fédérale du PS parisien en charge de l'égalité femmes hommes, membre de la commission nationale droits des femmes du PS et militante PS dans le 13^{ème} ; Olivia Paulat du Cabinet de la Maire de Paris ; Cécile Aktouf administratrice du Sénat à la retraite et membre de la commission nationale santé du PS et militante dans le 14^{ème} ; Line militante dans le 16^{ème} Anne dans le 18^{ème} Valérie dans le 17^{ème} ; Isabelle Alexandre déléguée de la maire du 14^{ème} en charge du Point Femmes 14 et militante dans le 14^{ème} et Gérard Rispal militant dans le 11^{ème}).

Axe communication / sensibilisation

Développement d'outils de communication

2015 a été l'occasion pour l'association, d'utiliser une petite partie de ses fonds pour travailler sur son identité visuelle et développer des outils de communication, essentiels lors des rendez-vous institutionnels ou avec des bailleurs.

Ainsi l'association a ajouté à son logo un slogan, résumant son objectif central et son mode de fonctionnement « *Agir en réseau pour mettre fin à l'excision* ».



L'association a également travaillé sur une [plaquette de communication](#) de 4 pages



permettant à la fois d'expliquer la problématique des MSF et de décrire son activité et son réseau d'adhérents.

Elle a imprimé un Kakemono et créé une infographie (ci-contre) largement diffusée sur les réseaux sociaux et sur les sites de partenaires (comme le HCEfh) le 6 février 2015.

Site internet, newsletter et réseaux sociaux

Le site Internet : Un des principaux outils de communication et d'information du grand public est le [site internet d'Excision parlons en!](#).

Sa première version avait été lancée en février 2013, à l'occasion de la présentation à la presse de l'association. Cependant, pour avoir un site plus complet, plus institutionnel et offrant un réel espace au réseau d'associations d'Excision, *parlons-en !*, l'association a commencé à travailler sur une deuxième version du site dès janvier 2015, avec le soutien financier de la Fondation KERING. Le nouveau site Internet a été présenté le 25 septembre 2015 aux adhérents de l'association lors de l'Assemblée Générale et lancé officiellement le même jour.



Celui-ci, entièrement dédié à l'excision, à la sensibilisation et à la prévention sur le sujet, répond aux différents objectifs que s'est fixés l'association. Il définit le plus clairement possible l'excision, son évolution, les pays concernés, il donne la parole aux experts sur la question, aux associations qui luttent contre ou encore aux femmes concernées. Le site recense également tous les acteurs institutionnels ou associatifs qui travaillent sur la question ainsi que tous les moyens mis à la disposition des femmes en situation d'urgence. On peut également y trouver des articles de presse, des interviews d'experts, d'institutionnels et de célébrités, des articles académiques, des replays etc.

A la fin de l'année 2015, le site Internet était déjà devenu un site internet référence avec 168 576 pages vues d'octobre à décembre 2015 (85% de nouveaux visiteurs),

principalement par un public européen (France, Belgique, Suisse, Hollande) et Africain (Côte d'Ivoire, Sénégal, Kenya, Guinée, Algérie, Mali...).

La Newsletter : *Excision, parlons-en !* publie une newsletter tous les deux mois par laquelle elle tient informé-e-s ses 800 abonné-e-s : des adhérents de l'association mais également des professionnel-le-s du monde de l'éducation, de la santé, de la justice, des institutionnels et le grand public.

Les réseaux sociaux : Plus de 2000 personnes étaient abonnées à la page [Facebook](#) en 2015 pour suivre l'actualité de la mobilisation et les articles repérés et rediffusés. Le compte [Twitter](#), particulièrement actif pendant les événements de l'association, est quant à lui suivi par 500 abonnés.

Visibilité médias

Dans sa stratégie de communication, *Excision, parlons-en !* a pour ambition d'éveiller l'intérêt des médias, puissants vecteurs permettant de toucher le grand public et le public concerné/à risque sans le stigmatiser, ainsi que de remettre la thématique au cœur du débat en France. Pour ce faire, l'association a développé des liens avec des médias depuis sa création et a pu s'exprimer sur différents supports en 2015.

(L'ensemble des podcasts est accessible sur notre [site internet](#))

- Le 11 janvier 2015 : Marion Schaefer, alors présidente d'*Excision, parlons-en !* a été invitée sur le **plateau de radio** libertaire dans [l'émission Femmes Libres du 11 janvier 2015 \(1h d'antenne\)](#).
- Le 6 février 2015 : Marion Schaefer, alors présidente d'*Excision parlons-en !*, a cosigné avec Monsieur Denaja, un [article publié sur le site du député](#).
- Le 6 février 2015 : Marion Schaefer, alors présidente d'*Excision, parlons-en !* a été invitée sur le **plateau de RFI**. Elle a participé pendant 50 minutes à [l'émission « priorité santé »](#) de Claire Hédon, aux côtés du Dr Ghada Hatem, chef du service Gynécologie-obstétrique de la Maternité de l'Hôpital Delafontaine en Seine-Saint-Denis, du Dr Sarah Abramowicz, chirurgienne spécialiste de la Chirurgie réparatrice de l'excision et des MSF à la Maternité de l'Hôpital Delafontaine en Seine-Saint-Denis et de Diaryatou Bah, présidente d'Espoirs et combats de femmes à Montreuil en Seine-Saint-Denis.
- Le 6 février 2015 : Marion Schaefer, alors présidente d'*Excision, parlons-en !* a été invitée sur le [plateau de France 24](#).
- Février 2015 : *Excision, parlons-en !* a été invitée - avec un petit groupe d'experts- à prendre part à un forum de discussion sur l'excision, organisé par **l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS)** depuis Genève. Ce forum en ligne a duré une semaine. Marine Casaux-Bussière a par la suite co-rédigé avec l'OMS, pour *Excision, parlons-en !*, le [compte rendu détaillé des échanges](#).



- Avril 2015 : Marine Casaux-Bussière, alors Secrétaire de l'association, a rédigé pour *Excision, parlons-en!* et sur commande un [article sur l'excision en France pour le magazine de Gynécologie Sans Frontière paru en avril 2015](#).
- 13 avril 2015 : Annelise Garzuel, Chargée des relations institutionnelle, a répondu aux [questions du journal La Vie](#) pour *Excision, parlons-en!*, suite à la conférence du 13 avril, « Excision et crédibilité de la demande d'asile ».
- Juin 2015 : Marion Schaefer, alors présidente d'*Excision, parlons-en!* s'est exprimée sur les risques [d'Excision avant l'été et sur la fiche reflexe de l'association sur le plateau de RFI](#).
- Février 2015 : Suite au colloque des 27 et 28 janvier (Prise en charge des femmes excisées), le Lancet - revue scientifique médicale britannique- avait publié un article évoquant *Excision, parlons-en !*. *Excision, parlons-en !* l'a traduit en français et [publié sur son site internet](#).
- Enfin, *Excision, parlons-en!* a répondu à une interview écrite du Bureau International Catholique pour l'Enfance (BICE), [publiée sur leur site](#).

Les événements grand public

6 février 2015 : Happening « Non à l'excision ! » à l'initiative de l'association Espoirs et combats de femmes, et avec les partenaires GAMS et Osez le Féminisme. Si l'événement a eu lieu le 6 février 2015, la campagne elle, a commencé le 6 janvier 2015. Elle a consisté à promouvoir la prise en photo d'amis, de membres de la famille arborant le panneau « non à l'excision » sur les réseaux sociaux. Elle a remporté un franc succès auprès du grand public (majoritairement en France et en Guinée) et de quelques célébrités telles que Patriziana Sparacino-Thiellay, ambassadrice pour les droits de l'Homme (en photo ci-contre). L'événement quant à lui a eu lieu le 6 février 2015 de 18 à 20h à la Fontaine des Innocents à Paris. Sous forme de happening, il avait pour but de rassembler le plus de personnes possible dans un lieu public et de rendre visible la thématique. Une centaine de personnes a répondu à l'appel et a écouté pendant deux heures des discours, témoignages de femmes excisées et chansons d'artistes africains sur le sujet des MSF.



9 février 2015: rencontre-débat « Le rôle de la Diaspora dans le processus d'abandon de l'excision ». *Excision, parlons-en!* a participé à la rencontre-débat organisée par l'association adhérente Entraide et Espoir sur [« Le Rôle de la Diaspora dans le processus d'Abandon de l'Excision »](#).

C'est Marine Casaux-Bussière, alors chargée de développement associatif, qui a représenté *Excision, parlons-en!* à la table ronde de la Mairie du 19^{ème}. L'événement a rassemblé 50 personnes.

7, 8 et 9 septembre 2015 : présence d'*Excision, parlons-en !* au 9^{ème} forum Convergences.



Lancée en 2008, Convergences est la **première plateforme de réflexion, mobilisation et plaidoyer en Europe** destinée à établir de nouvelles convergences entre acteurs publics, privés, solidaires, académiques et des médias autour de l'**objectif 'Zéro exclusion, Zéro carbone, Zéro pauvreté'**, en promouvant les Objectifs de développement durable (ODD) et la lutte contre la pauvreté, l'exclusion et les changements climatiques dans les pays du Nord et du Sud. Composée de plus de 200 organisations partenaires issues de tous les secteurs, elle a pour mission de promouvoir la réflexion, de diffuser des bonnes pratiques et de favoriser la co-construction de partenariats et de solutions innovantes pour répondre aux défis sociaux, économiques et environnementaux.

Cette année, *Excision, parlons-en !* a eu la chance d'obtenir un stand et de participer à une table ronde. Marion Schaefer, alors présidente de l'association a ainsi participé à la table ronde « *Faire émerger et pérenniser les initiatives de solidarité issues de la société civile* » le 8

septembre de 9.30 à 11h.

C. La vie associative

25 septembre 2015 à 10h : Assemblée générale ordinaire d'*Excision, parlons-en !*

Tenue à Clichy dans les locaux où *Excision, parlons-en !* a loué un poste de travail en 2015 (14 boulevard de Douaumont à Clichy), celle-ci a eu pour objet de valider le rapport moral narratif et les comptes de 2014 de l'association *Excision Parlons-en!*, le budget 2015 de l'association et de voter la composition du conseil d'administration d'*Excision, parlons-en !*.

A l'issue de la réunion, faisaient partis du nouveau CA (par ordre alphabétique) :

- Richard Beddock (Gynécologie Sans Frontières),
- Sylvie Braibant,
- Marine Casaux-Bussière,
- Aïcha Dabale (Femmes Solidaires. Avec Jacqueline Pasquier comme suppléante),
- Olivier Duval (Bureau International Catholique de l'Enfance - BICE),
- Annelise Garzuel,
- Isabelle Gillette-Faye (GAMS),
- Louis Guinamard,
- Aurélie Hamelin-Desrumaux (Equilibres & Populations),
- Koudedia Keita (Marche en Corps),
- Bénédicte Lucas,
- Moïra Sauvage.

A la suite de cette élection, le CA a pu élire le bureau qui est désormais composé de Moïra Sauvage présidente, Isabelle Gillette-Faye vice-présidente, Louis Guinamard vice-président, Marine Casaux-Bussière trésorière et Bénédicte Lucas secrétaire.

Marion Schaefer est désormais la Déléguée Générale de l'association.

Enfin, la rencontre fut également l'occasion de présenter le budget 2016 et de lancer officiellement le nouveau site internet de l'association.

25 septembre 2015 après midi : Première réunion des adhérents (voir plus haut dans l'Axe expertise).

Conseils d'administration :

Les CA en 2015 (PV disponibles sur demande) : 8 janvier 2015, 25 mars 2015, 10 juin 2015, 8 juillet 2015, 1^{er} décembre 2015.

D. Les perspectives 2016

Les événements connus à ce jour

- 30/01/2016 : un événement grand public à l'initiative du GAMS, et en coordination avec la Mairie du 19^{eme}, l'espace 19, Equilibre et Populations et Entraide et Espoir.
- 04/02/2016 : un événement de sensibilisation des professionnels des Yvelines avec la DRDFE, la préfecture des Yvelines, le GAMS, l'ISG et la CAMS.
- 12/04/2016 : le lancement officiel, à travers un vernissage-débat à la Mairie du 19^{eme}, du projet de photoreportage « *Fuir l'excision : parcours de femmes réfugiées* » avec le HCR France, France terre d'asile, le Fonds de dotation Betto Seraglini for International Justice, SOS africaines en danger et TAOR communication.

Les projets 2016

- Le projet de [photoreportage « Fuir l'excision : parcours de femmes réfugiées »](#)
- Le projet de [campagne à destination des adolescentes](#)
- Le projet européen [United to end FGM](#)
- Le [vidéoclip](#) et une plus grande présence en ligne et [dans les médias](#)

Le réseau francophone

L'objectif, qui a parfaitement fonctionné entre des acteurs francophones du Nord (français, belges), doit désormais être élargi afin d'étendre la mobilisation aux pays francophones du Sud et de leur faire bénéficier de cette expertise.

Excision, parlons-en ! a pour ambition de devenir un réseau de référence francophone sur la thématique de l'excision, en particulier par le biais de son site internet et de publications. Si l'association a ouvert son réseau à des organisations belges, le développement d'un réseau vers les pays francophones du Sud n'a pu être concrétisé, faute de ressources humaines suffisantes. Pourtant, des associations de la diaspora ont été régulièrement représentées lors des événements, marquant ainsi leur intérêt pour le projet. Des associations de pays du Sud ont régulièrement contacté la coordination dans la perspective de rejoindre le mouvement. *Excision, parlons-en !* projette de s'ouvrir à certains pays d'Afrique et à la Suisse en 2016.

II. Rapport financier

Bilan

	Brut	Amortissements Dépréciations	Net au 31/12/15	Net au 31/12/14
ACTIF				
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets et droits assimilés				
Droit au bail				
Autres Immob. Incorporelles / Avances et acom				
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres immobilisations corporelles				
Immob. en cours / Avances et acomptes				
Immobilisations financières				
Participations et créances rattachées				
TIAP & autres titres immobilisés	15		15	15
Prêts				
Autres Immobilisations financières	250		250	
ACTIF IMMOBILISE	265		265	15
Stocks				
Matières premières et autres approv.				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits Intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
Créances				
Usagers et comptes rattachés				
Autres créances				
Divers				
Valeurs mobilières de placement				
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	44 919		44 919	28 507
Charges constatées d'avance				
ACTIF CIRCULANT	44 919		44 919	28 507
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Prime de remboursement des obligations				
Ecart de conversion - Actif				
COMPTES DE REGULARISATION				
TOTAL DE L'ACTIF	45 184		45 184	28 522

Bilan

	Net au 31/12/15	Net au 31/12/14
PASSIF		
Fonds associatifs sans droit de reprise		
Ecart de réévaluation		
Réserves indisponibles		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées		
Autres réserves		
Report à nouveau		
RESULTAT DE L'EXERCICE	709	
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
FONDS PROPRES	709	
Apports		
Legs et donations		
Subventions affectées		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
Résultat sous contrôle		
Droit des propriétaires		
AUTRES FONDS ASSOCIATIFS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Fonds dédiés sur subventions	44 476	27 732
Fonds dédiés sur autres ressources		
FONDS DEDIES	44 476	27 732
Emprunts obligataires convertibles		
Emprunts		
Découverts et concours bancaires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits		
Emprunts et dettes financières diverses		
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
Dettes fiscales et sociales		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes		790
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance		
DETTES		790
Ecart de conversion - Passif		
ECARTS DE CONVERSION		
TOTAL DU PASSIF	45 184	28 522

Compte de résultat

	du 01/01/15 au 31/12/15 12 mois	%	du 01/01/14 au 31/12/14 12 mois	%	Variation absolue (montant)	Var. abs. (%)
Ventes de marchandises						
Production vendue						
Production stockée						
Production immobilisée						
Subventions d'exploitation	41 890	89,72	12 500	38,43	29 390	235,12
Reprises et Transferts de charge						
Cotisations	1 740	3,73			1 740	
Autres produits	3 060	6,55	20 030	61,57	-16 970	-84,72
Produits d'exploitation	46 690	100,00	32 530	100,00	14 160	43,53
Achats de marchandises						
Variation de stock de marchandises						
Achats de matières premières						
Variation de stock de matières premières						
Autres achats non stockés et charges externes	29 238	62,62	4 810	14,79	24 428	507,90
Impôts et taxes						
Salaires et Traitements						
Charges sociales						
Amortissements et provisions						
Autres charges						
Charges d'exploitation	29 238	62,62	4 810	14,79	24 428	507,90
RESULTAT D'EXPLOITATION	17 452	37,38	27 720	85,21	-10 268	-37,04
Opérations faites en commun						
Produits financiers			12	0,04	-12	-100,00
Charges financières						
Résultat financier			12	0,04	-12	-100,00
RESULTAT COURANT	17 452	37,38	27 732	85,25	-10 280	-37,07
Produits exceptionnels						
Charges exceptionnelles						
Résultat exceptionnel						
Impôts sur les bénéfices						
Report des ressources non utilisées	27 732	59,40			27 732	
Engagements à réaliser	44 476	95,26	27 732	85,25	16 743	60,38
EXCEDENT OU DEFICIT	709	1,52			709	

Notes sur le compte de résultat

Charges et produits d'exploitation et financiers

Subventions d'exploitation

Suivi des fonds dédiés

	Montant Initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours de l'exercice	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
		A	B	C	A - B + C
SUBVENTION ACTED	27 732	27 732	17 732		10 000
SUBVENTION CYPR	22 630	22 630			22 630
SUBVENTION HELLO	1 410	1 410			1 410
SUBVENTION DRDFE	5 700	5 700			5 700
Total	57 472	57 472	17 732		39 740

Autres informations

Contributions volontaires

	du 01/01/15 au 31/12/15 12 mois	du 01/01/14 au 31/12/14 12 mois
Ressources		
Bénévolat		
870000 - BENEVOLAT	3 230	
	3 230	
Prestations en nature		
871000 - PRESTATIONS EN NATURE	2 100	
	2 100	
Dons en nature		
Total	5 330	
Emplois		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens et services		
861100 - MISE A DISPOSITION DE LOCAUX	2 100	
	2 100	
Prestations		
Personnel bénévole		
864000 - PERSONNEL BENEVOLE	3 230	
	3 230	
Total	5 330	

Donations

Fonds dédiés

Ressources provenant de la générosité du public

	Montant Initial	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours de l'exercice	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
		A	B	C	A - B + C
<i>DONS FIN 2015</i>	3 060			3 060	3 060
Sous total	3 060			3 060	3 060
Sous total					
TOTAL	3 060			3 060	3 060

Compte d'emploi des ressources

EMPLOIS

EMPLOIS	Emplois de N = compte de résultat (1)	Affectation par emplois des ressources collectées auprès du public utilisées sur N (3)
1 - MISSIONS SOCIALES		
1.1. Réalisées en France		
- Actions réalisées directement		
- Versements à d'autres organismes agissant en France		
1.2. Réalisées à l'étranger		
- Actions réalisées directement		
- Versements à un organisme central ou d'autres organismes		
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS		
2.1. Frais d'appel à la générosité public		
2.2. Frais de recherche des autres fonds privés		
2.3. Charges liées à la recherche de subventions et autres concours publics		
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	45 981	
I - TOTAL DES EMPLOIS DE L'EXERCICE INSCRITS AU COMPTE DE RESULTAT	45 981	
II - DOTATIONS AUX PROVISIONS		
III - ENGAGEMENTS A REALISER SUR RESSOURCES AFFECTEES		
IV - EXCEDENT DE RESSOURCES DE L'EXERCICE	709	
V - TOTAL GENERAL	46 690	
V - Part des acquisitions d'immobilisations brutes de l'exercice financées par les ressources collectées auprès du public		
VI - Neutralisation des dotations aux amortissements des immobilisations financées à compter de la première application du règlement par les ressources collectées auprès du public		
VII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Missions sociales		
Frais de recherche de fonds		
Frais de fonctionnement et autres charges	5 330	

RESSOURCES

RESSOURCES	Ressources collectées sur N = compte de résultat (2)	Suivi des ressources collectées auprès du public et utilisées sur N (4)
REPORT DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN DÉBUT D'EXERCICE		
1 - RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC		3 060
1.1. Dons et legs collectés		
- Dons manuels non affectés		
- Dons manuels affectés		
- Legs et autres libéralités non affectés		
- Legs et autres libéralités affectés		
1.2. Autres produits liés à l'appel à la générosité du public		
2 - AUTRES FONDS PRIVES		
3 - SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	41 890	
4 - AUTRES PRODUITS	29 472	
I - TOTAL DES RESSOURCES DE L'EXERCICE INSCRITES AU COMPTE DE RÉSULTAT	74 422	
II - REPRISES DES PROVISIONS	-27 732	
III - REPORT DES RESSOURCES AFFECTÉES NON UTILISÉES DES EXERCICES ANTERIEURS		
IV - VARIATION DES FONDS DÉDIÉS COLLECTÉS AUPRES DU PUBLIC		-3 060
V - INSUFFISANCE DE RESSOURCES DE L'EXERCICE		
VI - TOTAL GÉNÉRAL	46 690	
VII - Total des emplois financés par les ressources collectées auprès du public		
SOLDE DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRES DU PUBLIC NON AFFECTÉES ET NON UTILISÉES EN FIN D'EXERCICE		
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Bénévolat	3 230	
Prestations en nature	2 100	
Dons en nature		

Excision, parlons-en!				
BUDGET PREVISIONNEL 2016				
DETAIL DU BUDGET PREVISIONNEL 2015	Coût unitaire	Unité	Nombre unités	TOTAL
DETAIL DES DEPENSES PREVISIONNELLES				
CHARGES DE FONCTIONNEMENT				
Loyers locaux Co-working plein temps	300,00	mois	12,00	3 600
Loyers locaux Co-working mi-temps	180,00	mois	6,00	1 080
Assurances	40,00	Trimestre	3,00	120
Fournitures de bureau	200,00	forfait	1,00	200
Frais postaux	250,00	forfait	1,00	250
Services bancaires	100,00	forfait	1,00	100
Renouvellement nom de domaine EPE	100,00	forfait	1,00	100
Frais de télécommunications et internet	40,00	mois	6,00	240
Carte de transport coordinateur -trice	35,00	mois	12,00	420
Sous total				6 110,00
CHARGES DE PERSONNEL et HONORAIRES - PERMANENTS				
Salaire coordinateur-trice (statut salarié)	3 446,81	mois	8,00	27 574
Cabinet comptable	3 000,00	forfait	1,00	3 000
Soutien comptable, admin et financier-mission ponctuelle	4 000,00	forfait	1,00	4 000
Soutien communication et développement - mission ponctuelle	4 000,00	forfait	1,00	4 000
Sous total				38 574,48
DEVELOPPEMENT D'OUTILS ET SUPPORTS DE COMMUNICATION				
Développeur - mission ponctuelle pour suivi du site internet EPE	1 000,00	forfait	1,00	1 000
Kit de communication	2 000,00	forfait	1,00	2 000
Sous total				3 000,00
ANIMATION DU RESEAU				
Développement du réseau EPE				
Adhésions diverses	500,00	forfait	1,00	500
Développement réseaux français et européen	333,33	déplacement	3,00	1 000
Réunions du réseau EPE				2 600
Location de salle pour réunions partenaires (mai et juin 2016)	300,00	salle	2,00	600
Déplacements et hôtel pour réunions partenaires (janvier et juin 2016)	600,00	réunion trimestrielle	2,00	1 200
Déjeuners pour réunions partenaires (janvier et juin 2016)	20,00	réunion trimestrielle	40,00	800
Réunions de CA et de bureau				500
Frais de réunions CA et Assemblée générale annuelle	500,00	forfait	1,00	500
AG annuelle				1 500
Location de salle	500,00	salle	1,00	500
Déjeuners ou pause café	20,00	réunion trimestrielle	40,00	800
Impressions diverses	200,00	forfait	1,00	200
Sous total				6 099,99
PROJETS 2016				
Evenement du 04/02/2016 (formation des professionnel-les)				
Location de salle (+ interpretes)	0,00	forfait	1,00	0
Pause café et/ou déjeuner intervenants	0,00	forfait	1,00	0
Impression de documents (programmes...)	0,00	forfait	1,00	0
Rédaction des actes	0,00	forfait	1,00	0
Prise en charge intervenants et/ou déplacements	102,32	Intervenant	1,00	102
Evenement d'avril 2016 (photo-reportage)				6 752
Location de salle pour vernissage	0,00	forfait	1,00	0
Cocktail pour vernissage	900,00	forfait	1,00	900
Impression de 15 photos	705,32	forfait	1,00	705
Impression de 19 textes	296,63	forfait	1,00	297
Prestation de service d'un photo reporter	2 850,00	forfait	1,00	2 850
Tournée de l'exposition en France	2 000,00	forfait	1,00	2 000

Projet pédagogique: campagne de prévention à destination des ado				34 700
Activité 1 (définition messages campagne)				1 850
Location de salle pour les 2 réunions experts	150,00	salle	2,00	300
Frais de déplacement (5 experts hors Paris, 2 réunions)	100,00	personne	10,00	1 000
Coûts de fournitures et d'impressions	100,00	forfait	1,00	100
Déjeuner (15 experts, 2 réunions)	15,00	personne	30,00	450
Activité 2 (élaboration des supports de campagne)				25 000
Vidéo interactive /clip animé	15 000,00	vidéo	1,00	15 000,00
Application smartphone	5 000,00	application	1,00	5 000,00
Affiches (design et impression de 1000 unités)	5 000,00	forfait	1,00	5 000,00
Activité 3 (événement 11 octobre)				2 800,00
Location de salle	800,00	salle	1,00	800
Prise en charge d'intervenants	300,00	personne	3,00	900
Design et diffusion invitation, programme et communiqué de presse	200,00	forfait	1,00	200
Pause café	300,00	café	1,00	300
Kit de campagne pour 20 ambassadrices et ambassadeurs ado (DVD film, dépliants)	500,00	forfait	1,00	500
Impression de documents (programmes...)	100,00	impressions	1,00	100
Activité 4 (campagne)				5 050
Coût de déplacement des 20 ambassadeurs / ambassadrices pour réunion mi-parcours	100,00	forfait	1,00	100
Location salle pour la réunion mi-parcours avec les 20 ambassadeurs et	150,00	salle	1,00	150
Pause café réunion mi-parcours	8,00	personne	25,00	200
Location de salle pour la conférence de presse	300,00	salle	1,00	300
Impression de documents et de kits pour la conférence de presse	300,00	forfait	1,00	300
Animateur / animatrice de campagne / réseaux sociaux / groupe d'ambassadeurs	4 000,00	forfait	1,00	4 000
Projet Daphne "European Knowledge Platform for Professionals dealing with FGM"				27 723
Travel costs 2nd coordination meeting (Madrid)	300,00	déplacement	2,00	600
Subsistence allowance in Madrid	198,50	jours	6,00	1 191
Translation of 13 modules	30,00	pages	325,00	9 750
Editing and proof-reading of 13 modules	20,00	pages	325,00	6 500
Translation of all website	30,00	pages	5,00	150
Editing and proof-reading of website	20,00	pages	5,00	100
Stakeholder consultation meeting (venue rental)	250,00	jours	1,00	250
Stakeholder consultation meeting (coffee breaks)	20,00	personnes	25,00	500
Translation of FR country information page	30,00	pages	5,00	150
Editing and proof-reading of FR country information page	20,00	pages	5,00	100
Translation of promotional leaflet	30,00	pages	8,00	240
Salary for expert -development of country information pages	273,05	jours	30,00	8 192
Sous total				69 276,77
Total des dépenses prévisionnelles				123 061